

Pour la droite américaine, les cinquante nuances d'une défaite

PAR HARRISON STETLER
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 14 NOVEMBRE 2020

Même si le Parti républicain ne suit pas Donald Trump dans son obstination à refuser le résultat des urnes, sa stratégie est toute prête. Il s'agira de jeter le discrédit sur le président élu et de l'empêcher de gouverner par tous les moyens.



Un supporter de Donald Trump près de la Maison Blanche, vendredi 13 novembre. © Andrew Caballero-Reynolds/AFP

À partir du 20 janvier prochain, Donald Trump – qui a appelé ses partisans à manifester samedi 14 novembre – ne sera plus le président des États-Unis. Battu dans les urnes, dépassé au sein du collège électoral – qui élit le président à travers le système des grands électeurs –, il rejoint George H. W. Bush et Jimmy Carter parmi les présidents élus pour un seul mandat ces cinquante dernières années.

De Fox News à CNN en passant par le *New York Times*, le *Wall Street Journal* et Associated Press, les grands médias états-unis claironnent la réalité de la victoire de Joe Biden. Le pays tourne la page de l'élection de 2020 et du mandat chaotique de son 45^e président.

À en juger par les résultats du vote populaire, c'est un pays profondément divisé que Biden sera chargé de gouverner dès janvier. Soutenu par presque 80 millions de citoyens, il est certes le candidat qui a récolté le plus de votes lors d'un scrutin dans l'histoire américaine.

Avec ses victoires en Arizona et en Géorgie, la campagne de Biden a, en effet, pu conquérir deux États auparavant loyaux au Parti républicain. En gagnant au Wisconsin, au Michigan et en Pennsylvanie, les cadres

démocrates se félicitent, en outre, d'avoir reconstruit le « mur bleu » dans ces États de la *Rust Belt* post-industrielle.

Il s'agit pourtant du type de victoire dont les démocrates avaient le moins besoin. Ayant récolté 72 millions de votes, Trump a gagné presque cinq millions de suffrages par rapport à 2016. Juste derrière le président élu Biden, il devient le candidat ayant reçu le deuxième plus grand nombre de votes au niveau national dans l'histoire des États-Unis.



Un supporter de Donald Trump près de la Maison Blanche, vendredi 13 novembre. © Andrew Caballero-Reynolds/AFP

Sa victoire dans l'Ohio et la marge infime qui le sépare de Biden dans le Wisconsin montrent que l'implantation du nationalisme conservateur dans ces anciens bastions démocrates reste durable. À la Chambre des représentants, la minorité républicaine réduit son écart d'une poignée de sièges. Au Sénat, l'éventualité d'une majorité conservatrice pour au moins les deux années à venir reste probable et sera décidée par deux scrutins de deuxième tour en Géorgie.

On est donc loin de la vague démocrate que les sondages et les commentateurs avaient prédite d'une manière presque unanime. S'il y avait de l'optimisme excessif dans ces pronostics, ils exprimaient aussi un regard franc des enjeux politiques. Il fallait faire de cette élection un référendum sur la banqueroute du conservatisme américain, une opportunité de montrer en quoi le Parti républicain était dépassé par les désirs profonds de la population états-unienne.

Dans un long essai publié dans le numéro d'octobre du mensuel centriste *The Atlantic*, le journaliste George Packer écrivait : « *Finalement, le pays aura besoin d'un Parti républicain sain d'esprit et en bonne santé. Mais pour qu'un quelconque renouveau national*

ait lieu, les républicains doivent subir une défaite écrasante en novembre. » Cette défaite n'a pourtant pas eu lieu.

En effet, il y a une ironie principale au cœur de ce cycle électoral. Après quatre années de remises en cause de l'élection de 2016 et une campagne traversée par les craintes d'une élection volée par Trump, ce dernier a failli gagner en se tenant entièrement au cadre du processus électoral officiel. La loyauté de la population blanche envers le trumpisme est confirmée. La consolidation du soutien républicain dans la Floride et, surtout, parmi certains éléments de la population hispanique nourrit le récit d'un Parti républicain en pleine évolution – loin de la rengaine d'un conservatisme sur le seuil d'obsolescence.

Dans un entretien **accordé mercredi au média Axios**, le sénateur républicain de la Floride, Marco Rubio, figure longtemps considérée comme une étoile montante de la droite, proclame non sans ironie : « *L'avenir du Parti républicain sera fondé sur une coalition multi-ethnique et multiraciale de la classe travailleuse.* »

Ce scrutin a certes réuni un électorat désabusé par les excès et la violence du président actuel – une mobilisation incarnée par le niveau historique de la participation des minorités ethniques au scrutin, le vrai ressort de la victoire de Biden dans des États comme le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie. Mais il a aussi confirmé l'enthousiasme pour Trump de pans entiers de la population américaine.

C'est une tout autre conclusion que l'on tire des résultats à Washington, D.C.

Dans la capitale, Joe Biden bénéficie d'une marge importante dans sa victoire. Quelque 92,7 % des habitants de la capitale ont choisi l'ancien vice-président de Barack Obama. Aux comtés environnants de la ville, dans la partie nord de la Virginie et dans le Maryland, l'écart est tout aussi spectaculaire. Dans l'Arlington Country, à Alexandria et à Fairfax – trois circonscriptions huppées de la Virginie, devenues les bastions démocrates –, Biden a récolté 81,3 %, 81 % et 69,9 % du vote respectivement. Côté Maryland, dans

les comtés cossus de Montgomery et Prince George, c'est à 77,9 % et à 89,3 % que les habitants ont préféré l'ancien sénateur du Delaware.

Ces chiffres confirment un fait qui n'est pas étonnant. Il existe une véritable classe politique nationale, une armée de conseillers, de cadres, de membres de la presse, de lobbyistes, d'experts, de chercheurs de think tanks (instituts de recherche) washingtoniens, habitants des quartiers chics de la capitale ainsi que de ses banlieues aisées dans la Virginie et le Maryland. Cette classe vit des alternances de pouvoir entre les frères ennemis démocrates et républicains. Cette classe aussi a voté dans cette élection et n'a pas soutenu Donald Trump, qui d'ailleurs a longtemps caractérisé la capitale états-unienne de vaste « *marécage* » qu'on doit « *assécher* ».

Ces chiffres rendent aussi compréhensible l'incrédulité voire la pudeur face aux refus des hauts cadres républicains d'accepter la défaite du président. Trump et ses proches n'ont pas surpris en mettant en cause la légitimité de l'élection. On s'attendait à ce qu'ils crient aux votes par correspondance illégitimes et faussés et utilisent les recours judiciaires pour contester les résultats dans certains États-clés. L'acceptation officielle des résultats par des médias tels que Fox News se double ainsi de présentateurs vedettes laissant libre cours à leur récit d'une élection volée.

Il n'empêche que la politique est l'art du possible et on ne mène pas seul une guerre de palais. L'enthousiasme des plus proches du président et le rejet quoi qu'il en coûte des résultats se heurtent à l'hésitation et à l'angoisse des membres de la bureaucratie de se voir entraînés par les déceptions du président.

Le ministre de la justice, William Barr, est l'un des plus fidèles soutiens du président, se trouvant à la tête du vaste appareil légal de l'État fédéral. Après un rendez-vous en huis clos lundi après-midi avec le leader de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, Barr a écrit un mémorandum à son ministère donnant le feu vert aux procureurs afin de poursuivre les enquêtes sur des fraudes éventuelles, « *s'il existe des allégations d'irrégularités claires*

et apparemment crédibles qui, si elles sont vraies, pourraient avoir un impact sur le résultat d'une élection fédérale dans un État donné ».

Le mémorandum a provoqué la démission volontaire de Richard Pilger, procureur chargé des délits électoraux. C'était le début d'une série de départs, qui concerne surtout la bureaucratie sécuritaire et militaire. Mardi, le ministre de la défense, Mark Esper, a été limogé par le président.

La dispute couvait depuis longtemps entre la Maison Blanche et le chef du Pentagone. En refusant, au mois de juin dernier, de suivre le président dans le cas d'une éventuelle invocation de la loi sur l'insurrection pour réprimer les manifestations Black Lives Matter, Esper avait exprimé l'hésitation profonde de la bureaucratie militaire de se voir impliquée dans les affaires intérieures.

Le président a subi encore une série de revers à la fin de la semaine. Jeudi, une commission organisée sous les auspices du département de la sécurité intérieure a confirmé que cette élection « *était la plus sûre dans l'histoire de l'Amérique* ». Vendredi 13 novembre, seize procureurs fédéraux ont répondu au mémorandum de William Barr en dénonçant la supposition des crimes électoraux. Ils regrettent que l'initiative du secrétaire de la justice risque d'« *impliquer les procureurs professionnels dans la politique partisane* ».

A-t-on donc affaire à un spectacle politique ou à une réelle tentative autoritaire ? Assiste-t-on au pantomime d'un scandale, à un effort de préparer le terrain politique et médiatique pour l'opposition massive que l'opposition républicaine mènera dans les années à venir, ou est-ce l'amorce d'une véritable prise de pouvoir ?

Trump et ses proches cherchent-ils tout simplement à créer autant d'embarras que possible dans leurs dernières semaines au pouvoir, à nourrir le récit d'un président martyrisé par « l'État profond » ? Que faire devant le refus d'Emily Murphy, directrice de l'Administration des services généraux, le service

responsable du fonctionnement bureaucratique de l'État, de déclencher le processus de transition avec le personnel de Biden ?

L'incrédulité quasi unanime des médias exprime surtout la confiance excessive de la classe politique américaine. L'idée selon laquelle les États-Unis seraient un pays « *exceptionnel* », immunisé contre les basses manœuvres politiques qui caractériseraient les autres démocraties, est très ancrée dans la culture politique du pays. Au fond, la classe politique et la sphère médiatique n'arrivent pas à cerner la réalité de ce que la droite américaine est devenue en tant qu'acteur politique.

La seule chose dont on peut être certain est que cette élection n'a en rien fragilisé la détermination sans borne du mouvement conservateur. Loin de là, sa confiance intrinsèque d'être la seule force politique qui mérite de gouverner le pays paraît inébranlable. Quoi qu'il arrive dans les semaines à venir, cette idée et ce regard sur la politique, difficilement solubles dans le processus démocratique, paraissent comme ancrés dans l'ADN de la droite américaine.

Ne serait-ce qu'une mise en scène d'un scandale dont le but est moins l'abrogation des résultats que l'affaiblissement de l'administration Biden avant qu'elle s'installe au pouvoir, son impact sur le système politique américain n'en sera pas moins conséquent. Pour la troisième fois depuis 2008, on aura un président qu'une grande partie de la population considérera comme illégitime.

L'obsession républicaine: contenir tout virage progressiste

D'après les témoignages anonymes accordés aux journalistes auprès de personnes à l'intérieur de la Maison Blanche, le président semble vraiment croire à la réalité de sa victoire et à la possibilité de renverser celle de Biden. Ses proches, son gendre Jared Kushner et sa fille, Ivanka Trump, en tête, résistent à être désignés porteurs de mauvaises nouvelles pour le président.

Dans sa conférence de presse à la Maison Blanche le soir du 5 novembre, Trump n'a cessé de célébrer ses résultats et de dénoncer les ingérences fantasmées

menées par les démocrates. Quelques heures plus tard, Kevin McCarthy, député de la Californie et chef de groupe de la minorité républicaine à la Chambre des représentants, déclarait sur les plateaux de Fox News : « *Le président Trump a gagné cette élection. Donc tous ceux qui écoutent en ce moment, ne soyez pas timides, ne soyez pas silencieux, nous ne pouvons pas permettre que cela se passe sous nos yeux.* »

Le secrétaire d'État Mike Pompeo a répondu aux interrogations des journalistes mardi sur le processus de transition envers l'administration Biden. Confiant de l'éventualité d'un renversement des résultats du scrutin, incapable de réprimer son sourire, il a expliqué : « *Il y aura une transition en douceur... vers une seconde administration Trump.* »

Pourtant, nous ne prenons pas nos adversaires au sérieux si nous les imaginons complètement aveugles face à la réalité de la situation actuelle. Il y a certes ceux qui croient au fantasme d'une victoire de Trump. Par contre, l'acceptation de la victoire de Biden par les élus comme Mitt Romney ou Susan Collins fait revivre les rares clivages qui ont surgi au sein du parti ces dernières années.

Cela étant dit, quand le Parti républicain tranchera sur la réalité de cette défaite, ce ne sera pas le fruit de l'affrontement entre les ultras et les soi-disant modérés. Nous ne devrions pas nous attendre à une prise de conscience de la fragilité des institutions démocratiques pour que l'état-major républicain bascule en faveur d'un transfert de pouvoir – ni se dire que la majorité des élus du parti est vraiment loyale au président.

Le Parti républicain veut-il vraiment rester au pouvoir, ces prochaines années ? Une majorité républicaine renouvelée au Sénat suffirait-elle à l'élite du parti ? Une crise économique et sociale, les manifestations dans la rue, un gouvernement national divisé et un scrutin qui ne donne pas de mandat fort au président sont les symptômes d'un moment potentiellement propice à une opposition dont le seul but est d'enrayer et de contenir le moindre virage progressiste.

Créer les conditions de l'échec de Biden, répandre les doutes sur sa légitimité, laisser se poursuivre la guerre de factions au sein du Parti démocrate, bloquer le processus législatif et se regrouper : pour les années à venir, le Parti républicain a déjà une stratégie bien testée.

On aimerait être dans la tête de Mitch McConnell aujourd'hui. Certes, le sénateur de Kentucky, comme tous les élus du parti, vit sous le joug de la popularité du président au sein de la base du mouvement conservateur.

Pourtant McConnell n'est pas un idéologue. Pour son essai biographique publié en 2014, *The Cynic : The Political Education of Mitch McConnell*, Alec MacGillis s'est intéressé à cette figure politique obscure, qui s'est fait une réputation nationale en tant que chef d'orchestre de l'opposition républicaine à Barack Obama : quoique réservé et dénudé de charisme, McConnell est avide de pouvoir ; sans aucun scrupule ou loyauté quelconque, il maîtrise les coulisses de Washington.

McConnell a commencé sa carrière politique comme républicain modéré, dans l'entourage des conservateurs qui étaient favorables à l'ancien gouverneur de New York Nelson Rockefeller. Dans les années 1970, il a soutenu le droit à l'avortement et travaillé dans un cabinet d'avocats qui défendait les syndicats. Au Sénat depuis 1982, il est le troisième plus ancien membre de la chambre haute du Congrès. En se positionnant sur les comités-clés, par sa mainmise sur les financements des campagnes sénatoriales, il s'est hissé au rôle de faiseur de rois au sein du parti.

Élu républicain le plus haut gradé au congrès depuis 2014, McConnell est la figure à suivre dans les semaines à venir. Ses prises de positions sont des gages de la tolérance et des limites du Parti républicain par rapport aux déceptions venant de la Maison Blanche et aux manipulations des partisans de Trump au sein de la bureaucratie.

Jusqu'ici, le leader est resté flou, entre la détermination des ultras et les hésitations des élus comme les sénateurs Mitt Romney, Susan Collins et Lisa Murkowski.

Adepte des faux-fuyants, McConnell a déclaré lundi : « *Le principe de base ici n'est pas compliqué. Aux États-Unis d'Amérique, tous les bulletins légaux doivent être comptés. Les bulletins illégaux ne doivent pas être comptés. Le processus doit être transparent ou observable par toutes les parties et les tribunaux sont là pour régler les problèmes. Nos institutions sont en fait construites pour cela. Nous avons un système*

en place pour répondre à ces préoccupations. Et le président Trump a 100 % le droit de se pencher sur les allégations d'irrégularités et de peser ses options juridiques. » Dans cette « élection », il semble que McConnell n'a pas encore fait son choix.

Boite noire

Harrison Stetler est chercheur et journaliste indépendant. Il est **déjà intervenu** dans notre Studio à propos du Parti républicain. Il s'agit de la dernière de ses chroniques publiées par Mediapart à l'occasion de l'élection présidentielle aux États-Unis.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.